

COMPTE-RENDU AUDIOCONFÉRENCE DU 12/06/2020 :

L'audioconférence hebdomadaire entre la Direction et les organisations syndicales du département s'est déroulée ce vendredi 12 juin. Vous trouverez ci-dessous les points abordés lors de cette audioconférence.

Quelques chiffres du 11/06/2020 :

- DDFiP 77 : 869 agent·es en présentiel et 268 agent·es en télétravail (soit 1 137 agent·es)
- 62 agent·es en congés maladie
- 99 agent·es en congés annuels
- 41 agent·es en ASA garde d'enfants
- 61 agent·es en ASA fragilité
- COVID-19 : 2 cas avérés et 1 agent·e en quatorzaine car cas contact.

- Accueil sur rendez-vous : Pouvez-vous nous faire un retour sur l'accueil physique sur rendez-vous ?

Depuis le 18 mai, 77 rendez-vous ont été honorés par les SIP.

- Accueil du public : Avez-vous des informations sur l'ouverture généralisée au public ?

La Direction prévoit une réouverture généralisée au public à compter de mardi 16 juin pour les services du nord du département et de mercredi 17 juin pour les services du sud du département.

L'ouverture va être progressive, la première étape : ouverture lundi, mardi, jeudi et vendredi matin. Les après-midi sont réservés à l'accueil sur rendez-vous. Ce dispositif perdurera au moins jusqu'au 2 juillet ; la Direction fera un point sur la situation fin juin.

Avant cette réouverture généralisée, la Direction procédera à une tournée des services d'accueil afin de s'assurer que les prérequis sanitaires sont atteints.

Les principales mesures indiquées par la Direction :

- tous les Centres des Finances Publiques auront des vigiles (sauf les Trésoreries de Bassée-Montois et Nangis) ;
- affichage sur chaque site d'une jauge indiquant le maximum de personnes pouvant se trouver dans nos locaux ;
- port du masque obligatoire pour les usager·ères, elle a prévu la possibilité d'équiper les usager·ères non pourvu·es (la Direction prévoit une dotation d'environ 2000 masques pour l'ensemble des sites) ;
- gel hydroalcoolique à l'entrée, utilisation obligatoire par les usager·ères ;
- marquage au sol ;
- accès aux sanitaires interdit au public ;
- les sièges à l'accueil doivent être condamnés, (un ou deux accessibles uniquement pour personnes âgées, les femmes enceintes et les personnes à mobilité réduite) ;
- suppression de tous les dépliants en libre service
- gestion des flux : un usager·ère sort, un usager·ère entre

La Direction a acquis des visières pour les collègues faisant de l'accueil et souhaitant en porter en plus des masques.

Elle prévoit également un rééquipement des accueils en plexiglas.

Pour la Direction, la priorité est la sécurité sanitaire des agent·es et usager·ères.

Aucune annonce officielle dans les journaux ne sera faite concernant la réouverture de l'accueil.

Concernant la réouverture de l'accueil généraliste, nous voyons bien que la Direction reprend des éléments que nous avons mis en avant lors de notre droit d'alerte du 15 mai sur les conditions d'accueil et la sécurité des agent·es et usager·ères.

- **Télétravail :**

La Direction indique que sa priorité est d'équiper les 61 collègues empêchés pour raison de santé en télétravail.

La DG va mettre à disposition de la DDFiP77, 50 ordinateurs portables supplémentaires, lorsqu'ils arriveront, ils devront être préparés par les collègues de l'ESI. Ils seront équipés de VPN miroir.

La Direction ajoute que le présentiel doit reprendre.

Pour les collègues en ASA garde d'enfant : au 3 juillet cette possibilité n'existera plus.

- **Masques :**

- **Quel est le stock de masques à la DDFiP 77 ?**

25 000 masques ont été distribués dans nos services, 2 000 masques restent en stock à la Direction. Une commande complémentaire de masques jetables a été demandé pour les usager·ères, la préfecture accorde 1 000 masques à la Direction.

- **Où en est-on des masques en tissus promis par la préfecture ?**

La Direction a pris contact avec la préfecture pour donner les besoins en masques tissus pour notre direction. La Direction a demandé des masques pour 1 400 agent·es et espère en avoir au moins 2 par agent·e.

- **Suite à l'audit qui a eu lieu cette semaine à Meaux, nous demandons à être destinataire du rapport lorsque celui-ci sera établi.**

Ce n'est pas prévu au niveau départemental, c'est une demande ministérielle, il sera disponible au niveau du CHS-CT ministériel. Si la Direction a en sa possession un document qu'elle peut nous fournir, elle le fera. La visite s'est bien passée.

- **Concernant les travaux entretien professionnels, avez-vous la date de leur reprise ? Pouvez-vous nous communiquer un calendrier ?**

La Direction doit reprendre les entretiens et les terminer rapidement, mais pour le moment il n'y a pas de date précise. La Direction nous communiquera le nouveau calendrier quand il sera disponible. De plus EDEN-RH était en maintenance.

- **Coin repas :** lors de l'audio du 5 juin, nous vous avons fait part du cas du site de Meaux qui ne disposait pas de coin repas à proprement parler, vous deviez nous trouver une solution. À ce jour il n'y a toujours pas de date de réouverture du restaurant administratif.

Il n'y a pas de solution, les deux salles pouvant servir de coin repas sont trop petites. Les collègues déjeunent donc sur leur bureau.

- **Frais de repas :** Concernant le remboursement des frais de repas, avez-vous vu avec la DG pour le prolongement de la date limite de prise en charge pour les agent·es dont les restaurants administratifs ne sont pas ouverts ?

La DG donne le feu vert jusqu'à fin juin pour le remboursement des frais de repas pour les collègues dont les restaurants administratifs sont encore fermés.

Nous voyons bien que la demande faite par Solidaires Finances Publiques 77 lors de l'audioconférence du 5 juin était totalement justifiée et légitime au regard du décret sur de remboursement des frais de repas.

La Direction a insisté sur le fait que si le restaurant administratif peut rouvrir mais qu'il n'y a pas assez d'inscrits pour permettre sa réouverture, il n'aura pas de remboursement de frais de repas.

- **Avez-vous reçu de nouveaux plexiglas ?**

La Direction dispose de 20 plexiglas à installer dans les accueils de nos Centres des Finances Publiques.

- **Lors de l'audioconférence du 29 mai, vous nous avez indiqué qu'aucun document administratif ne devait sortir de nos centres, comment expliquez-vous que des agent·es en télétravail saisissent des déclarations de revenus ?**

La Direction réaffirme sa position. Les seules déclarations qui doivent être saisies sont celles sur listing et non des déclarations papier. Un point va être fait avec les chef·fes de services cet après-midi lors de l'audioconférence.

- **Ménage renforcé : pour le moment le ménage renforcé est financé par la Direction jusqu'au 22 juin qu'en sera-t-il après ?**

Les organisations syndicales ont fait remonter des manques dans le ménage renforcé, il n'est pas fait correctement partout.

Solidaires Finances Publiques a demandé qu'un nouveau point soit effectué avec les gestionnaires de site. Pour la Direction, il est clair que payer une prestation supplémentaire pour ne rien avoir de mieux c'est gaspiller l'argent public !!

- **Prime COVID-19 :**

Solidaires Finances Publiques 77 demande si les Berkani vont recevoir la prime. La Direction nous annonce qu'il·elles ne sont pas dans le périmètre de la prime défini par la Direction. Pour Solidaires Finances Publiques cette situation est inadmissible. Ces agent·es ont été en première ligne pendant cette période, il·elles ne sont que 3 sur le département.

La Direction a contacté les chef·fes de service pendant l'audioconférence, les 3 agent·es Berkani vont être intégrés dans le périmètre de la prime.

400 agent·es de la Direction vont recevoir cette prime. Les organisations syndicales seront destinataires des statistiques de versement par catégorie de services le mardi 16 juin.

Selon la Direction, la répartition est très homogène même si au départ il y avait une demande plus importante dans les trésoreries.

La Direction a exprimé son mécontentement suite à l'annonce par la DG de la modification du mouvement de mutation national des contrôleur·euses qui est en attente et qui va retarder tous les mouvements locaux. Elle reproche aux organisations syndicales nationales d'avoir, par leurs demandes, fait valser tout le mouvement des contrôleur·euses et rendre caduc le travail du service RH en local. Si les publications ne peuvent pas être maintenues le 10 juillet, elles seront repoussées.

Solidaires Finances Publiques 77 a indiqué à la Direction que le mouvement national des contrôleur·euses était très insatisfaisant (et nous mesurons nos mots) et que le problème ne venait pas des organisations syndicales mais de la mise en place des nouvelles règles de gestion et du manque de transparence de la DG.

Il n'y aura pas d'audioconférence la semaine prochaine.

CHS-CT le 22 juin à 9h30

1ère convocation du CTL le 25 juin à 9h30

Nous restons à votre disposition en cas de difficultés.